

**MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT
NATIONAL, DE L'EMPLOI ET DE LA
Foi
FORMATION PROFESSIONNELLE**

**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION**



**REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une**

**Bulletin trimestriel d'information sur le marché
du travail : 1^{er} trimestre 2022, numéro 001**

Mars 2022

Sommaire

Résumé.....	4
Introduction.....	5
1. Créations d'emplois.....	6
1.1. Créations d'emplois du secteur privé.....	6
1.1.1. Caractéristiques des entreprises qui recrutent.....	6
1.1.2. Caractéristiques des emplois créés.....	8
1.2. Créations d'emplois du secteur public.....	10
1.3. Pertes d'emplois.....	14
1.4. Récapitulatif des emplois créés.....	15
2. Autres indicateurs du marché du travail.....	16
2.1. Offres et demandes d'emploi.....	16
2.2. Dialogue social.....	18
3. Analyse de quelques indicateurs économiques.....	19
3.1 Indice harmonisé des prix à la consommation.....	19
3.2. Nouvelles créations d'entreprises.....	21

Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1: Répartition des agents recrutés par branche d'activités.....	7
Tableau 2: Répartition des agents recrutés par type de contrat et par sexe.....	8
Tableau 3: Répartition des emplois créés par type de diplôme et par sexe.....	9
Tableau 4: Répartition des emplois créés par nationalité et par sexe.....	10
Tableau 5: Répartition des emplois créés par tranche d'âge et par sexe.....	10
Tableau 6: Répartition des emplois permanents par type de recrutement selon le sexe.....	11
Tableau 7: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'investissement par ministère selon le type d'emploi généré.....	12
Tableau 8: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'insertion par ministère selon le type d'emploi généré.....	13
Tableau 9: Répartition des pertes d'emplois selon le motif, d'octobre à décembre 2021.....	15
Tableau 10: Evolution des créations et des pertes d'emplois enregistrées du 01 janvier 2020 à nos jours.....	16
Tableau 11: Demandes d'emploi enregistrées au cours du 4 ^e trimestre 2021 par région selon le sexe.....	17
Tableau 12: Placements effectués au cours du 4 ^e trimestre 2021 par région selon le sexe.....	18
Tableau 13: Etat des principaux indicateurs du dialogue social par région.....	18
Tableau 14: Variation du taux d'inflation au 4 ^e trimestre de 2020 et 2021.....	20
Tableau 15: Répartition des nouvelles entreprises créées selon la branche d'activités et par trimestre.....	22
Graphique 1: Répartition des emplois du secteur privé enregistrés par les régions.....	8
Graphique 5: Offres d'emploi enregistrées au cours du 4 ^e trimestre 2021 par région.....	17
Graphique 6: Evolution des litiges individuels entre le 3 ^e et le 4 ^e trimestre 2021.....	19
Graphique 2: Évolution des indices trimestriels du 1 ^{er} trimestre 2021 au 1 ^{er} trimestre 2022... ..	20
Graphique 3: Taux d'inflation mensuel moyen d'avril 2021 à mars 2022.....	21

Résumé

Le Bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail est une production de l'Observatoire National de l'Emploi et de la (ONEF) sur la situation trimestrielle des créations d'emplois, des offres et demandes d'emploi, du dialogue social, de l'indice harmonisé des prix à la consommation et des nouvelles créations d'entreprises. Cette production est le premier Bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail, qui a regroupé les deux rapports trimestriels (Rapport trimestriel sur les créations d'emplois et Bulletin trimestriel sur le marché du travail) que l'ONEF avait l'habitude de produire jusqu'en décembre 2021.

Au premier trimestre 2022, le nombre d'emplois créés est de 22 215 dont 11 982 créations d'emplois par le secteur public et 10 233 par le secteur privé. Sur la même période, il était enregistré 503 pertes d'emplois. Ce faisant, la création nette d'emplois s'établit à 21 712.

Au cours du premier trimestre 2022, au total 1 182 demandes d'emplois ont été enregistrées contre 500 offres d'emplois et 330 placements. Il a été enregistré 303 litiges individuels.

Au premier trimestre 2022 l'indice harmonisé des prix à la consommation a augmenté de 1,0% par rapport au trimestre précédent et 8,2% par rapport au premier trimestre 2021. Pendant le premier trimestre 2022, il a été enregistré 4 014 nouvelles créations d'entreprises.

En se basant sur les informations citées ci-dessus et les trimestres antérieurs, la situation du marché du travail s'améliore au mieux.

Introduction

Le huitième objectif des Objectifs du développement durable (ODD 8) à l'horizon 2030 adopté par les Nations Unies, exhorte la communauté internationale à « promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, **le plein emploi productif et un travail décent pour tous** ».

Conformément à sa mission de centralisation, de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données statistiques, l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) compile les données produites par les autres structures de l'administration, en collaboration avec la Direction Nationale de l'Emploi (DNE). La collecte assurée par ces deux structures vise à faire le suivi de quelques indicateurs de l'emploi et de l'économie afin de produire le bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail.

Les données publiées dans ce bulletin proviennent principalement de deux sources :

- ✓ Les emplois publics sont collectés auprès des « Points focaux Emploi », des institutions de la République et des projets et programmes des départements ministériels, des Cellules de Planification et de Statistique, de la Direction nationale de la fonction publique et du personnel pour les fonctionnaires de la fonction publique de l'Etat, de la Direction générale des collectivités pour les fonctionnaires des collectivités et la Direction des ressources humaines du secteur de la défense et de la sécurité ;
- ✓ Les emplois formels créés par le secteur privé sont collectés auprès de la Direction nationale du travail pour les contrats de travail des expatriés et des Directions régionales du travail pour les contrats de travail des nationaux.

Le présent rapport est basé sur les données du premier trimestre 2022 (du 1^{er} janvier au 31 mars 2022). Il est structuré autour de trois parties, la première partie traite des créations d'emplois, la seconde, des indicateurs du marché du travail et la troisième partie analyse quelques indicateurs économiques.

La production du bulletin trimestriel d'information s'inscrit dans le cadre de l'exécution du Plan stratégique de développement (PSD) de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) dans son objectif opérationnel 2.2. Développer la production des statistiques de l'emploi et de la formation. Ce bulletin représente les rapports trimestriels sur les créations d'emplois et les bulletins trimestriels sur le marché du travail que l'ONEF produisait jusqu'en décembre 2021.

1. Créations d'emplois

L'emploi est l'ensemble des activités de production de biens et de services en échange d'une rémunération ou d'un profit. Les personnes en emploi sont des personnes en âge de travailler engagées dans toute activité visant à produire des biens ou à fournir des services en échange d'une rémunération ou d'un profit.

La partie créations d'emplois traite des créations d'emplois du secteur privé, des créations d'emplois du secteur public, des pertes d'emplois et du récapitulatif des emplois créés.

1.1. Créations d'emplois du secteur privé

Le secteur privé regroupe toutes les organisations et entreprises qui ne sont pas étatiques (f). Les créations d'emplois du secteur privé sont données selon les caractéristiques des entreprises recruteuses et les caractéristiques des emplois.

1.1.1. Caractéristiques des entreprises qui recrutent

Dans les caractéristiques des entreprises qui recrutent ressortent la répartition des agents ou personnes recrutées par branche d'activités et la répartition des emplois enregistrés par région et générés par le secteur privé. Le tableau suivant nous renseigne que 10 233 emplois ont été créés par le secteur privé. Il donne la répartition de ces emplois par branche d'activités.

Plus d'un emploi sur cinq (21,5%) ont été créés par les activités dans le domaine de la santé humaine et de l'action sociale. Les activités de service de soutien et de bureau viennent en deuxième position avec 19,9% des emplois et en troisième position viennent les activités extractives avec 12,0% des emplois. Ces trois branches d'activités regroupent plus de la moitié (53,5%) des emplois créés par le secteur privé au premier trimestre 2022. En plus de ces branches, les branches atteignant plus de 500 emplois créés sont les activités des organisations extraterritoriales (940), l'enseignement (618), les activités d'administration publique (551) et les autres activités de service non classées ailleurs (520).

Les branches d'activités de production et distribution d'électricité et de gaz, les activités spéciales des ménages, les activités immobilières, et activités artistiques, sportives et récréatives n'atteignent pas chacune 100 emplois créés.

Le nombre d'emplois créés par le secteur privé est passé de 5 593 emplois au quatrième trimestre 2021 à 10 233 emplois au premier trimestre 2022, soit une augmentation de 83,0%. Cette augmentation des emplois créés par le secteur privé est très remarquable pour les branches construction (451 emplois au premier trimestre 2022 contre 87 emplois au quatrième trimestre 2021, soit une augmentation de 418%), les activités spéciales des ménages (400,0%), information et communication (333,3%), et production, distribution d'eau, assainissement, traitement déchets et dépollution (320,8%). C'est seulement avec deux branches d'activités qu'on constate une diminution du nombre d'emplois créés par rapport au quatrième trimestre 2021, à savoir les activités immobilières (-88,4%) et les activités de fabrication (-72,9%).

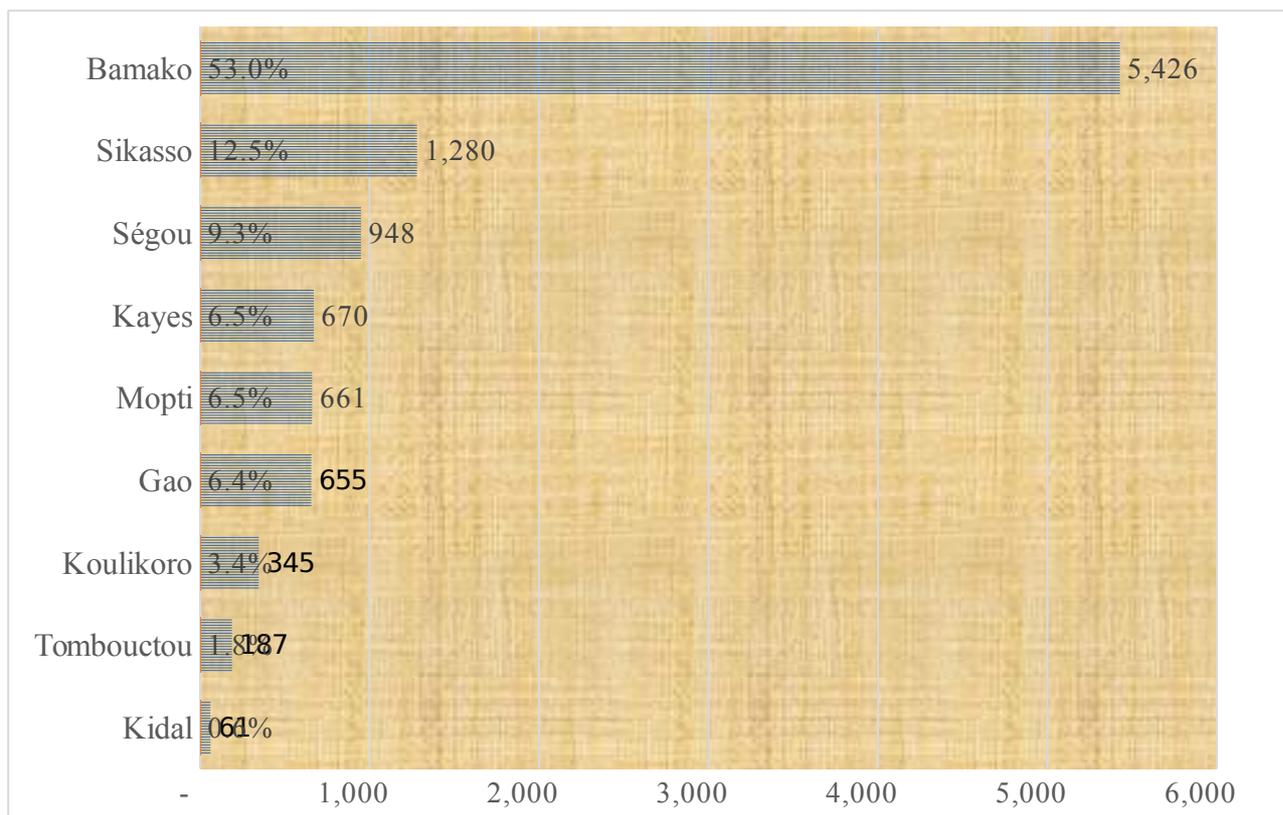
Tableau 1: Répartition des agents recrutés par branche d'activités

Branche d'activité	Effectifs	Pourcentage
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	6	0,1
Activités d'Administration Publique	551	5,4
Activités de Fabrication	100	1,0
Activités de Services de Soutien et de Bureau	2 039	19,9
Activités des Organisations Extraterritoriales	940	9,2
Activités Extractives	1 229	12,0
Activités Financières et d'Assurance	280	2,7
Activités Immobilières	8	0,1
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	2 203	21,5
Activités Spéciales des Ménages	10	0,1
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	102	1,0
Agriculture, Sylviculture, Pêche	214	2,1
Autres Activités de Services N.C.A.	520	5,1
Commerce	312	3,0
Construction	451	4,4
Enseignement	618	6,0
Hébergement et Restauration	156	1,5
Information et Communication	130	1,3
Production et Distribution d'électricité et de Gaz	28	0,3
Production, Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement Déchets et Dépollution	101	1,0
Transports et Entreposage	235	2,3
Total	10 233	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 1^{er} trimestre 2022

Le graphique suivant nous donne la répartition des emplois créés au premier trimestre 2022 par le secteur privé. Sur les 10 233 emplois créés par le secteur privé, 5 426 sont créés dans le District de Bamako, soit 53,0% des emplois du premier trimestre 2022. Les régions de Sikasso (12,5%) et Ségou (9,3%) viennent respectivement en deuxième et troisième position en termes de pourcentage d'emplois créés au premier trimestre 2022. C'est la région de Kidal qui enregistre le plus faible pourcentage d'emplois créés avec 0,6%.

Comparativement au quatrième trimestre 2021, toutes les régions ont connu une augmentation du nombre d'emplois créés sauf les régions de Koulikoro et Kayes. En effet, les régions de Koulikoro et Kayes avaient respectivement enregistré 665 et 995 créations d'emplois au quatrième trimestre 2021 contre 345 et 670 emplois au premier trimestre 2022 soit des diminutions respectives de 48,1% et 32,7%. Les augmentations du nombre d'emplois créés sont très remarquables dans les régions de Gao, Sikasso et Kidal. Le nombre d'emplois créés au quatrième trimestre 2021 était 11 pour la région de Gao, 28 pour Sikasso et 9 pour celle de Kidal contre le nombre d'emplois créés au premier trimestre 2022 par ces régions mentionné dans le graphique 1.



Graphique 1: Répartition des emplois du secteur privé enregistrés par région

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 1^{er} trimestre 2022

1.1.2. Caractéristiques des emplois créés

Dans cette partie, nous analysons les caractéristiques des emplois créés selon le type de contrat, le diplôme, la nationalité et la tranche d'âge de la personne recrutée par sexe.

Globalement, les hommes représentent plus de trois quart (78,9%) des emplois créés au premier trimestre 2022. Bien vrai qu'il n'y a que 21,1% des femmes parmi les personnes ayant un emploi au premier trimestre 2022, le nombre de nouvelles créations d'emplois des femmes dépasse de plus de deux fois celui du quatrième trimestre 2021. Les créations d'emplois des femmes sont passées de 1 014 emplois au quatrième trimestre 2021 à 2 163 emplois au premier trimestre 2022.

Le tableau suivant nous renseigne qu'il y a plus de contrats de type CDD (58,2%) que de type CDI (41,8%). La proportion des femmes (59,2%) ayant un CDD est plus grande que celle des hommes (57,9%). Contrairement au CDD, la proportion des hommes (42,1%) ayant un CDI est plus grande que celle des femmes (40,8%).

Tableau 2: Répartition des agents/personnes recrutées par type de contrat et par sexe

Type de contrat	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
CDD	4 674	57,9	1 280	59,2	5 954	58,2
CDI	3 396	42,1	883	40,8	4 279	41,8
Total	8 070	100,0	2 163	100,0	10 233	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 1^{er} trimestre 2022

Le tableau 3 indique la répartition des emplois créés par type de diplôme et par sexe. Entre le quatrième trimestre 2021 et le premier trimestre 2022, on constate que le nombre de diplômés a connu une hausse. Il est passé de 4 317 au quatrième trimestre 2021 à 8 006 au premier trimestre 2022, soit une hausse de 85,5%. Parmi les emplois créés, durant le premier trimestre 2022, on observe que 78,2% sont occupés par les diplômés et 21,8% par les individus n'ayant obtenu aucun diplôme.

Les employés non diplômés représentent 21,8% des créations d'emplois du secteur privé dont 25,5% d'hommes et 7,9% de femmes. En seconde place, nous y retrouvons ceux qui ont le DEF ou le CAP, soit 18,5% dont 17,3% de femmes et 18,9% d'hommes. Le niveau d'instruction qualification étrangère a décroché moins d'emplois que les autres niveaux d'instruction du pays. La Qualification Master2/Doctorat est moins représentée, elle s'estime à 9,5% dont 9,6% de femmes et 9,5% d'hommes.

Cette fois ci, aussi l'analyse par sexe nous montre que parmi les femmes recrutées, la proportion des diplômés du DEF/CAP (17,3%) est moins importante que celle des hommes (18,9%) ; mais c'est le contraire qu'on constate du niveau BAC/BT, BTS/DEUG, Licence/Maîtrise, Master2/Doctorat dont les proportions sont plus élevées chez les femmes. Et quant à la qualification étrangère, la proportion des hommes (0,1%) est plus élevée que celle des femmes (0,0%). Ainsi, au premier trimestre 2022, 92,1% des femmes ayant un emploi sont diplômées. Quant aux hommes, on constate que 74,5% sont également des diplômés.

Tableau 3: Répartition des emplois créés par type de diplôme et par sexe

Niveau du diplôme	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Aucun diplôme	2 057	25,5	170	7,9	2 227	21,8
DEF/CAP	1 523	18,9	374	17,3	1 897	18,5
BAC/BT	1 252	15,5	607	28,1	1 859	18,2
BTS/DEUG	1 220	15,1	424	19,6	1 644	16,1
Licence/Maîtrise	1 243	15,4	380	17,6	1 623	15,9
Master2/Doctorat	764	9,5	207	9,6	971	9,5
Qualification étrangère	11	0,1	1	0,0	12	0,1
Total	8 070	100,0	2 163	100,0	10 233	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 1^{er} trimestre 2022

Le tableau 4 annonce la répartition des emplois créés selon le sexe et la nationalité. Parmi les 10 233 emplois créés, la nationalité malienne domine avec 96,5%, dont 97,5% pour les femmes et 96,3% pour les hommes.

Le nombre d'emplois occupés par les étrangers a connu une baisse au premier trimestre 2022 ; il est passé de 453 emplois au quatrième trimestre 2021 à 355 emplois au premier trimestre 2022, soit une baisse de 21,6%. La zone UEMOA arrive en seconde position avec 1,8%, dont 1,4% pour les femmes et 1,9% pour les hommes. Le nombre d'emplois des ressortissants

d'Asie représente 1,4% des emplois créés au premier trimestre 2022 du Mali. Les ressortissants de l'Europe, d'Amérique et de l'Océanie représentent 0,1% des recrues du premier trimestre 2022.

Bien vrai que le nombre d'emplois étrangers a diminué de 21,6% au premier trimestre 2022 ; le nombre d'emplois total a connu une hausse de 82,9%. De 5 593 emplois au quatrième trimestre 2021, il est passé à 10 233 emplois au premier trimestre 2022.

Tableau 4: Répartition des emplois créés par nationalité et par sexe

	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Mali	7 770	96,3	2 108	97,5	9 878	96,5
Zone UEMOA	152	1,9	30	1,4	182	1,8
Reste de l'Afrique	126	1,6	13	0,6	139	1,4
Asie	13	0,2	12	0,6	25	0,2
Europe	2	0,0	-	0,0	2	0,0
Amérique	7	0,1	-	0,0	7	0,1
Océanie	-	0,0	-	0,0	-	0,0
Total	8 070	100,0	2 163	100,0	10 233	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 1^{er} trimestre 2022

Tout comme les trimestres précédents, au premier trimestre 2022, plus de la moitié (54,2%) des emplois créés sont occupés par les jeunes de la tranche d'âge 25-35 ans soit 57,7% pour les femmes et 53,2% pour les hommes. Ensuite, vient la tranche d'âge 36-44 ans avec 22,0% des emplois créés contre 11,2% des agents recrutés ayant plus de 44 ans et 11,1% pour les jeunes de moins de 25 ans. Une grande majorité des jeunes de 15-24 ans est supposée être à l'école ou en formation professionnelle, d'où le faible pourcentage de cette tranche. L'âge pour 156 personnes n'est pas déterminé lors de leur recrutement.

Tableau 5: Répartition des emplois créés par tranche d'âge et par sexe

	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
15 - 24 ans	829	10,3	305	14,1	1 134	11,1
25 - 35 ans	4 296	53,2	1 249	57,7	5 545	54,2
36 - 44 ans	1 839	22,8	412	19,0	2 251	22,0
45 ans et plus	979	12,1	168	7,8	1 147	11,2
ND	127	1,6	29	1,3	156	1,5
Total	8 070	100,0	2 163	100,0	10 233	100,0

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 1^{er} trimestre 2022

1.2. Créations d'emplois du secteur public

Les emplois du secteur public sont de trois types à savoir : les emplois permanents, les emplois générés par les projets et programmes d'investissements, et les auto-emplois générés par des projets et programmes d'insertion.

❖ **Les emplois permanents** : Ces emplois concernent les recrutements dans les fonctions publiques de l'Etat et des collectivités, les recrutements dans les forces armées et de sécurité, les recrutements opérés par certains projets et départements ministériels sur la base de décision.

Les statistiques des emplois permanents au premier trimestre 2022 sont relatives aux résultats du recrutement des forces armées maliennes et de l'intégration d'agents à la fonction publique des collectivités territoriales.

Le tableau 6 donne les résultats du recrutement des jeunes au sein des forces armées de défense et d'intégration d'agents à la fonction publique des collectivités territoriales selon le sexe.

✓ En ce qui concerne les forces armées de défense sur un total de 6 713 recrues, il est constaté que 94,8 % des recrues sont des hommes.

✓ Concernant l'intégration à la fonction publique des collectivités territoriales, il est à noter que 37,8% des intégrés sont des femmes et 62,2% des hommes sur un total de 601 personnes.

Sur l'ensemble des deux emplois permanents nous avons en termes de sexe 7,9% de femmes contre 92,1% d'hommes pour un total de 7 314 emplois permanents.

Tableau 6: Répartition des emplois permanents par type de recrutement selon le sexe

Type de recrutement	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Recrutement dans les Forces Armées Maliennes	6 361	94,8	352	5,2	6 713	100
Intégration dans la Fonction Publique des Collectivités Territoriales	374	62,2	227	37,8	601	100
Total	6 735	92,1	579	7,9	7 314	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 1^{er} trimestre 2022

❖ **Les emplois générés par les Projets, Programmes d'investissement** : Ces emplois sont générés par les projets et programmes d'investissements en infrastructure, réalisés par l'Etat grâce au financement sur le budget national ou celui des partenaires. La durée de ces emplois est généralement liée à celle du projet.

Le tableau suivant donne la répartition des emplois générés par les projets et programmes d'investissement par ministère et projet ou programme d'investissement selon la durabilité de l'emploi. Les emplois durables sont des emplois de six mois et plus ; si l'emploi n'atteint pas six mois, il est non durable.

Sur un total de 505 emplois créés par les projets et programmes d'investissement, 78,2% (395) sont des emplois durables et 110 emplois non durables. Parmi les personnes insérées en emploi des projets programmes d'investissement, un peu moins du trois quart (73,8%) sont des hommes (373).

Les 505 emplois publics des projets programmes d'investissement sont créés par le Ministère de l'administration territoriale et des collectivités locales (203), le Ministère du développement rural (44), ONG/Associations (144), le Ministère de l'environnement de l'assainissement et du développement durable (74), le Ministère de la jeunesse des sports, chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne (40).

Tableau 7: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'investissement par ministère selon le type d'emploi généré

Ministère ou Organisation / Projet ou programme d'investissement	Emplois durables			Emplois non durables			Ensemble		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ministère de l'administration territoriale et des collectivités locales	102	31	133	55	15	70	157	46	203
Al Barka	42	18	60	0	0	0	42	18	60
Conseil du cercle de Nioro	0	0	0	0	0	0	0	0	0
projet de déploiement des ressources de l'état pour l'amélioration des services	0	0	0	10	0	10	10	0	10
projet de déploiement des ressources de l'état	0	0	0	0	15	15	0	15	15
Sahel Etudes Actions pour le Développement	20	13	33	0	0	0	20	13	33
STOP SAHEL	40		40	45	0	45	85	0	85
Ministère du développement rural	38	6	44	0	0	0	38	6	44
Activité de résilience et de sécurité alimentaire	38	6	44	0	0	0	38	6	44
ONG / Associations	85	59	144	0	0	0	85	59	144
SDC	53	41	94	0	0	0	53	41	94
Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural	10	2	12	0	0	0	10	2	12
PRCA.sa au Mali	15	5	20	0	0	0	15	5	20
Projet d'accès à l'énergie durable pour toutes et tous	7	11	18	0	0	0	7	11	18
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	63	11	74	0	0	0	63	11	74
Facilité pour le financement de l'adaptation aux changements climatiques au niveau local	3	1	4	0	0	0	3	1	4
Projet de construction du siège de la direction nationale de l'assainissement et du contrôle des pollutions et des nuisances (DNACPN)	60	10	70	0	0	0	60	10	70
Ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne	0	0	0	30	10	40	30	10	40
Projet d'appui de la jeunesse de Douentza à travers la construction d'un siège du conseil régional de la jeunesse et le renforcement de capacités des jeunes leaders sur le processus de DDR	0	0	0	30	10	40	30	10	40
Total général	288	107	395	85	25	110	373	132	505

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 1^{er} trimestre 2022

❖ **Les auto-emplois** : Ces emplois sont générés par les projets, programmes et agences d'insertion. L'Etat a mis en place certains dispositifs pour promouvoir l'entrepreneuriat. Ces dispositifs permettent de financer les projets des bénéficiaires afin qu'ils puissent travailler à leur propre compte (auto-emplois).

Dans l'ensemble, au cours du premier trimestre 2022, les emplois générés par les projets et programmes d'insertion par ministère selon le type d'emploi généré sont de 4 163.

Le Ministère du développement rural est le plus grand pourvoyeur des auto-emplois avec 1 688 jeunes insérés dans le cadre du programme stop sahel. Les ONG/Associations viennent en deuxième position avec 1 581 dans le cadre de l'insertion de migrants de retour, autonomisation des femmes, amélioration de l'employabilité des jeunes ruraux, réduction des violences communautaires. Le Ministère de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle a généré 894 à travers l'Agence nationale pour l'emploi (339), l'Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes (84), le projet Améliorer l'employabilité des jeunes ruraux Maliens (70) et le projet Emploi des jeunes crée des opportunités ici au Mali.

Courant ce trimestre, les femmes sont fortement représentées (2 760) soit 66,2% dans les projets et programmes d'insertion que les hommes (1 403) avec un écart de 1 357 insertions. Les emplois créés par les bénéficiaires femmes employeuses sont de 1 308 contre 459 pour les hommes. Concernant les bénéficiaires insérés en auto emploi, les femmes s'insèrent plus en auto emplois (476) que les hommes (414). Suivant les bénéficiaires insérés comme employés, les femmes sont toujours majoritaires avec 976 insérées comme employeuse contre 530 hommes insérés. Cette fois ci les femmes sont fortement représentées que les hommes dans les emplois créés quelle que soit la catégorie de bénéficiaires.

Tableau 8: Répartition des emplois générés par les projets et programmes d'insertion par ministère selon le type d'emploi généré

Ministère ou Organisation / Projet ou Programme d'insertion	Bénéficiaires insérés comme employés			Bénéficiaires insérés en auto emploi			Emplois créés par les bénéficiaires employeurs			Ensemble		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ministère du développement rural	16	700	716	43	85	128	59	785	844	118	1 570	1 688
Stop Sahel	16	700	716	43	85	128	59	785	844	118	1 570	1 688
Ministère de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle	315	177	492	174	116	290	49	63	112	538	356	894
Agence nationale pour l'emploi	254	59	313	18	8	26	0	0	0	272	67	339
Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes	8	6	14	55	15	70	0	0	0	63	21	84
Améliorer l'employabilité des jeunes ruraux Maliens	0	0	0	30	10	40	14	16	30	44	26	70
Emploi des jeunes crée des opportunités ici au Mali	53	112	165	71	83	154	35	47	82	159	242	401
ONG/ Associations	199	99	298	197	275	472	351	460	811	747	834	1 581
Association pour le développement communautaire	0	0	0	130	60	190	82	38	120	212	98	310
Projet d'insertion des migrants de retour volontaire	4	1	5	32	0	32	59	0	59	95	1	96
Humanité et Inclusion / Projet ACTIF	13	14	27	0	0	0	2	2	4	15	16	31
PRCA/SA Mali JEJE NI JABA	16	4	20	0	0	0	0	0	0	16	4	20
Programme de Formation en leadership	9	4	13	3	1	4	0	0	0	12	5	17

Ministère ou Organisation / Projet ou Programme d'insertion	Bénéficiaires insérés comme employés			Bénéficiaires insérés en auto emploi			Emplois créés par les bénéficiaires employeurs			Ensemble		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
		e			e							
Projet de réduction des violences communautaires	135	65	200	0	0	0	0	0	0	135	65	200
Projet d'appui à l'apprentissage et autonomisation économique des femmes	0	0	0	0	189	189	189	400	589	189	589	778
Amélioré l'employabilité des jeunes ruraux par apprentissage (IMYETA)	22	11	33	26	18	44	8	4	12	56	33	89
Fonds d'appui à la création d'entreprise par les jeunes (FACEJ)	0	0	0	6	7	13	11	16	27	17	23	40
Total général	530	976	1 506	414	476	890	459	1 308	1 767	1 403	2 760	4 163

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 1^{er} trimestre 2022

1.3. Pertes d'emplois

La perte d'emploi est une rupture anticipée d'un contrat de travail à durée déterminée à l'initiative de l'employeur. Nous remarquons une diminution de 27,4 % des demandes d'avis ou d'autorisation de licenciement enregistrées par la DNT au premier trimestre 2022 (503) par rapport au quatrième trimestre 2021 (693).

Les demandes d'avis ou d'autorisations de licenciement ont concerné, durant le 1^{er} trimestre 2022, 503 travailleurs d'après les données de la Direction Nationale du Travail. Ces données se présentent comme suit : 06 pour rupture conventionnelle (compression ou fin d'activités), 120 pour fautes professionnelles, mauvaise manière de servir ou manque de confiance, 161 pour abandon ou démission, 192 pour motif économique, 01 pour décès et maladies et 23 pour fautes lourdes et vols.

Les demandes d'avis ou d'autorisation de licenciement relatives :

- A la rupture conventionnelle au premier trimestre 2022 (6) a connu une baisse de 33,3% par rapport au quatrième trimestre 2021 (9) ; ceci peut dénoter d'une gestion efficace et structurée des finances de l'entreprise au premier trimestre 2022.
- Les demandes d'avis ou d'autorisation de licenciement pour fautes professionnelles / mauvaise manière de servir/ manque de confiance au premier trimestre 2022 (120) ont connu aussi une diminution 73 pertes de poste par rapport au quatrième trimestre 2021 (193), soit 37,8%; ce qui explique la consolidation du dialogue entre les employés et les employeurs au sein des structures.
- Les demandes d'avis ou d'autorisation de licenciement relatives aux abandons de poste et ou démissions au premier trimestre 2022 (161) ont connu une hausse de 67 pertes, 71,2% par rapport au quatrième trimestre 2021 (94) ; ce qui s'explique par l'insuffisance d'un dialogue social fécond pour prévenir les conflits.
- Le motif économique au premier trimestre 2022 (192) a diminué presque que de deux fois par rapport au quatrième trimestre 2021 (380), soit 49,5%, cela peut être dû à l'amélioration du climat socio-politique à travers les sanctions sous régionales, internationales et la pandémie du Covid, sur le plan mondial.
- Le décès et les maladies représentent une (01) perte d'emploi;

- les fautes lourdes et ou Vols au premier trimestre 2022 (23) ont connu une hausse par rapport au quatrième trimestre 2021 (17), soit 35,3%.

Les pertes d'emplois au premier trimestre 2022 sont élevées dans le District de Bamako (231) et dans les régions de Gao (95), Kayes (78) et Koulikoro (42).

Tableau 9: Répartition des pertes d'emplois selon le motif, de janvier à mars 2022

Régions	Motifs						Total
	Compression / Fin activités	Fautes professionnelles ¹	Abandon /Démission	Motif économique	Décès et Maladies	Fautes lourdes/ Vol	
Kayes	0	20	4	53	0	1	78
Koulikoro	0	13	1	28	0	0	42
Sikasso	0	18	3	2	0	0	23
Ségou	0	0	7	3	0	1	11
Mopti	0	2	2	0	0	0	4
Tombouctou	2	3	7	5	1	0	18
Gao	1	4	5	83	0	2	95
Kidal	0	0	0	0	0	0	0
Ménaka	0	0	1	0	0	0	1
Taoudénit	0	0	0	0	0	0	0
Bamako	3	60	131	18	0	19	231
Total	6	120	161	192	1	23	503

Source : Direction Nationale du Travail, rapport du 1^{er} trimestre 2022

1.4. Récapitulatif des emplois créés

Courant premier trimestre de l'année 2022, nous avons enregistré 21 215 emplois créés et 503 emplois perdus ; donc le nombre d'emplois net créé au cours de ce trimestre est de 21 712. Le secteur public représente 53,9% (11 982) des emplois créés au premier trimestre contre 46,1% pour le secteur privé.

Les emplois créés du secteur public proviennent principalement du recrutement de 6 713 (56,0% des emplois publics) personnes dans les forces armées maliennes et les 4 163 (34,7% des emplois publics) auto-emplois générés par les projets, programmes et agences d'insertion.

Le nombre d'emplois créés au premier trimestre 2022 n'a jamais été enregistré en une fois au cours des quatre derniers trimestres. Quel que soit le secteur, le nombre d'emplois créés au premier trimestre 2022 est supérieur à chacun des trimestres de l'année 2021.

Par rapport au quatrième trimestre 2021, les créations d'emplois ont connu une hausse globale de 75,1% au premier trimestre 2022 dont 83,0% pour le secteur privé et 68,9% pour le secteur public. Surtout pour les emplois permanents (recrutements dans les fonctions publiques d'Etat, de collectivité, forces armées et sécurité), il n'y avait pas d'emploi créé au quatrième trimestre 2021 contre 7 314 emplois créés au premier trimestre 2022.

Comparativement au premier trimestre 2021, nous avons assisté à une hausse globale du nombre d'emplois créés soit 204,6% au premier trimestre 2022 dont 40,3% pour le secteur privé. Le secteur public est passé de 0 au premier trimestre 2021 à 11 982 emplois au premier trimestre 2022.

¹ Mauvaise manière de servir/ Manque de confiance

Les pertes d'emplois ont enregistré une diminution au premier trimestre 2022 de 27,4% par rapport au quatrième trimestre 2021 et de 55,4% par rapport au premier trimestre 2021. Globalement, le premier trimestre 2022 est marqué par une augmentation des emplois créés et une diminution des pertes d'emplois.

Tableau 10: Evolution des créations et des pertes d'emplois enregistrées du 01 janvier 2020 à nos jours

Type d'emplois	2020		2021				2022
	Total	Total	T1	T2	T3	T4	T1
Emplois créés par le secteur privé	28 463	25 031	7 292	6 248	5 898	5 593	10 233
Emplois créés par le secteur public	1 736	30 564	0	8 636	14 835	7 093	11 982
Emplois permanents (recrutements fonctions Etat, Collectivité, Forces armées et Sécurité)	1 736	3 524	0	3 395	129	0	7 314
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissements en infrastructure	0	2 137	0	0	1 571	566	505
Auto-Emplois générés par les Projets, Programmes, Agences d'insertion	0	24 903	0	5 241	13 135	6 527	4 163
Total emplois créés	30 199	55 595	7 292	14 884	20 733	12 686	22 215
Pertes d'emplois	2 935	2 692	1 128	436	435	693	503
Total création nette d'emplois	27 264	52 903	6 164	14 448	20 298	11 993	21 712

Source : Rapports annuels de la Direction Nationale de l'Emploi, ONEF 2020-2022²

2. Autres indicateurs du marché du travail

Les autres indicateurs du marché du travail que nous avons traités dans ce bulletin sont les offres et les demandes d'emploi, et les litiges du dialogue social.

2.1. Offres et demandes d'emploi

Les offres et les demandes d'emplois sont enregistrées par l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE). Au cours du premier trimestre 2022, au total 1 182 demandes d'emplois ont été enregistrées contre 500 offres d'emplois et 330 placements.

Les demandes d'emploi sont enregistrées dans les bureaux régionaux de l'ANPE. En termes de représentativité, le tableau 11 nous montre que le District de Bamako vient en première position avec 25,0% des demandes d'emploi suivie de la région de Sikasso (19,0%) ; les régions de Ségou (13,4%) et Kayes (10,9%).

Sur l'ensemble des demandes d'emploi enregistrées, les femmes représentaient 28,4%. Les femmes sont minoritaires dans toutes les régions, à part la région de Taoudénit où elles font parité avec les hommes.

² L'année 2022 concerne seulement le premier trimestre 2022.

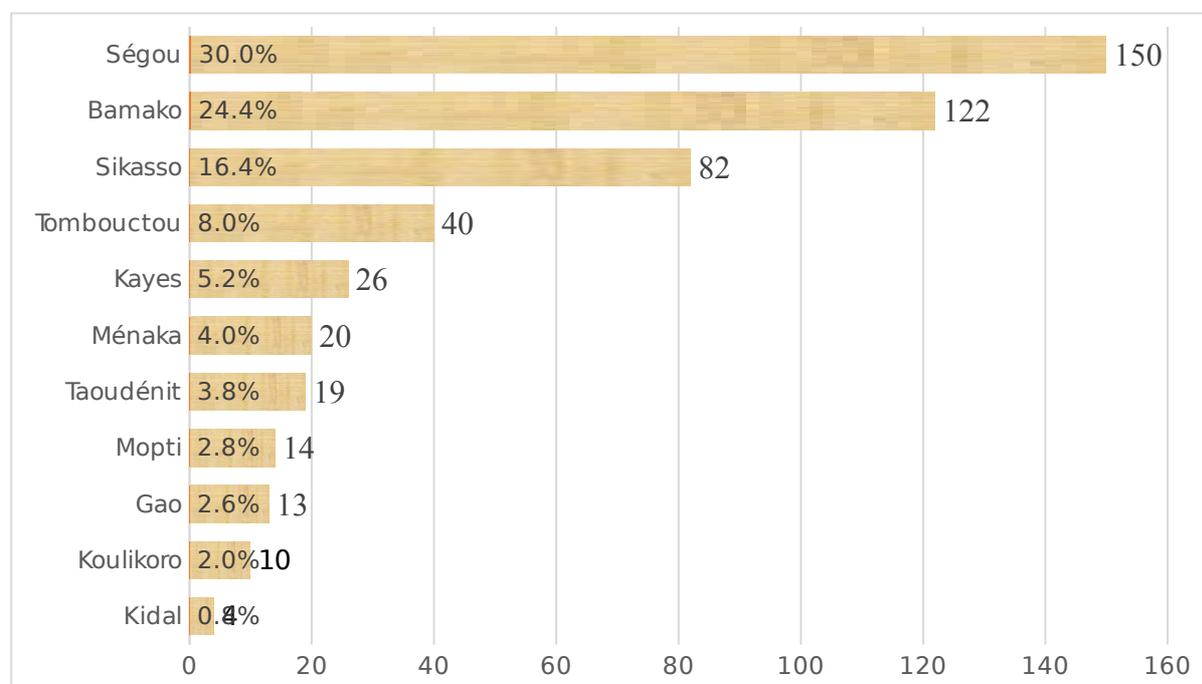
Tableau 11: Demandes d'emploi enregistrées au cours du 1^{er} trimestre 2022 par région selon le sexe

Région	Sexe				Ensemble	%
	Homme	%	Femme	%		
Kayes	95	73,6	34	26,4	129	10,9
Koulikoro	60	60,0	40	40,0	100	8,5
Sikasso	169	75,4	55	24,6	224	19,0
Ségou	112	70,9	46	29,1	158	13,4
Mopti	66	62,3	40	37,7	106	9,0
Tombouctou	39	100,0	0	0,0	39	3,3
Gao	49	80,3	12	19,7	61	5,2
Kidal	12	66,7	6	33,3	18	1,5
Ménaka	29	65,9	15	34,1	44	3,7
Taoudénit	4	50,0	4	50,0	8	0,7
Bamako	211	71,5	84	28,5	295	25,0
Total	846	71,6	336	28,4	1 182	100,0

Source : DPS/ANPE

Les offres d'emplois faites par les particuliers dans la région de Ségou et le District de Bamako représentent respectivement 30,0% et 24,4% des offres d'emplois enregistrées. On remarque que l'écart est très important entre ces deux localités et la région de Sikasso qui occupait la troisième position (16,4%).

Comparativement au quatrième trimestre 2021, le District de Bamako a connu une baisse du nombre d'offres enregistrée, passant de 371 offres au quatrième 2021 à 122 offres au premier trimestre 2022. D'une manière générale, les offres d'emploi ont baissé de 1 168 à 500 offres du quatrième trimestre 2021 au premier trimestre 2022 soit une baisse de 57,2%.



Graphique 2: Offres d'emploi enregistrées au cours du 1^{er} trimestre 2022 par région

Source : DPS/ANPE

Dans l'ensemble, au cours du premier trimestre 2022, 80,9% des placements effectués sont des hommes pour seulement 19,1% des femmes sur les 330 personnes placées. Suivant les régions, Ségou représente 34,2% des placements effectués au cours du 1^{er} trimestre, 24,8% pour Sikasso et 20,9% pour le District de Bamako.

Les bureaux de l'ANPE des régions de Koulikoro, Taoudénit n'ont pas eu à faire de placement courant premier trimestre 2022. L'ensemble des personnes placées à Kayes sont des femmes.

Tableau 12: Placements effectués au cours du 1^{er} trimestre 2022 par région selon le sexe

Région	Sexe				Ensemble	%
	Homme	%	Femme	%		
Kayes	0	0,0	2	100,0	2	0,6
Sikasso	64	78,0	18	22,0	82	24,8
Ségou	83	73,5	30	26,5	113	34,2
Mopti	18	72,0	7	28,0	25	7,6
Tombouctou	17	100,0	0	0,0	17	5,2
Gao	3	100,0	0	0,0	3	0,9
Kidal	1	50,0	1	50,0	2	0,6
Ménaka	13	76,5	4	23,5	17	5,2
Bamako	68	98,6	1	1,4	69	20,9
Total	267	80,9	63	19,1	330	100,0

Source : DPS/ANPE

2.2. Dialogue social

Globalement, au cours du premier trimestre 2022 (tableau n° 13), il a été enregistré 303 litiges individuels, parmi lesquels 58,7% (178) ont été réglés en conciliation devant l'inspecteur du travail, 31,7% (96) transmis au Tribunal du Travail et 9,6% (29) litiges en instance. Ces litiges individuels sont relatifs principalement à des réclamations concernant les salaires ou accessoires de salaires, d'indemnité compensatrice du préavis, d'heures supplémentaires, de licenciement, de congés payés et de repos hebdomadaire.

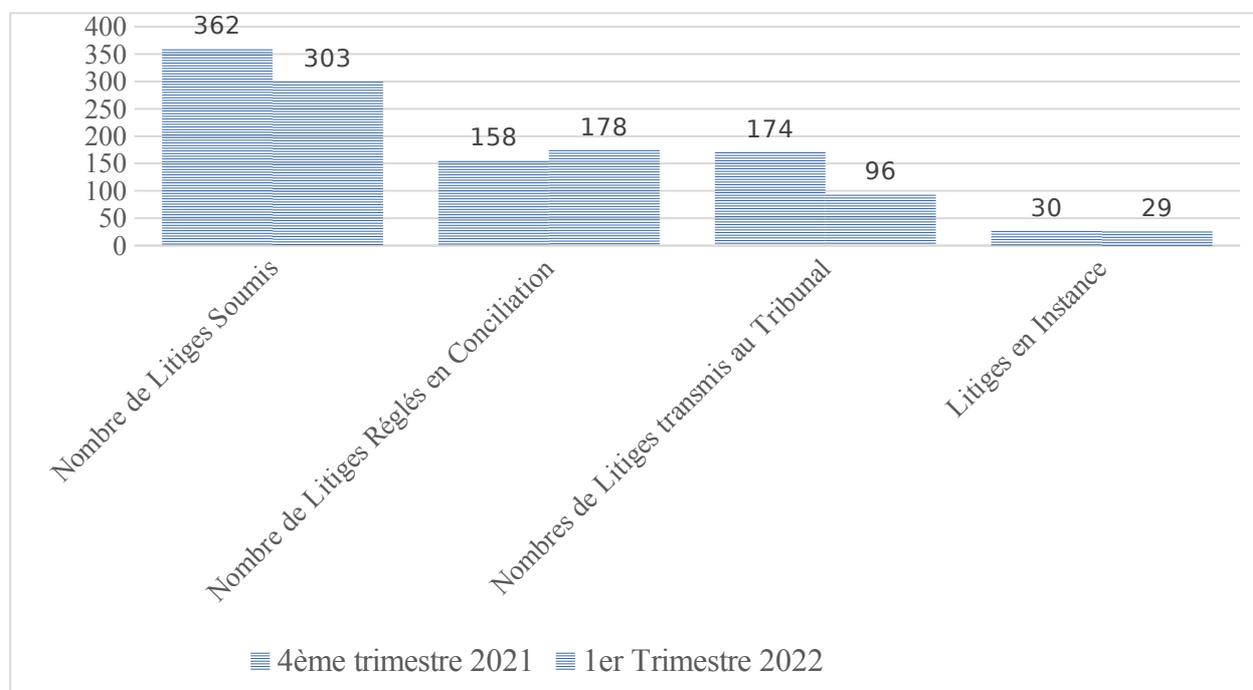
Au cours de la même période, il a été enregistré 185 litiges individuels à Bamako, parmi lesquels, 92 (environ 49,72 %) ont été réglés en conciliation et 65 transmis au tribunal du travail. Bamako est suivi respectivement de Koulikoro et de Kayes où les litiges individuels soumis s'élèvent respectivement à 60 et 22. Les régions de Tombouctou, Kidal, Ménaka, Taoudénit n'avaient pas enregistré des litiges individuels.

Tableau 13: Etat des principaux indicateurs du dialogue social par région

Région	Nombre de litiges soumis	Nombres de litiges réglés en conciliation	Nombres de litiges transmis au Tribunal	Litiges en instance
Kayes	22	8	14	0
Koulikoro	60	58	2	0
Sikasso	5	1	4	0
Ségou	19	11	8	0
Mopti	10	8	2	0
Gao	2	0	1	1
Bamako	185	92	65	28
Total	303	178	96	29

Source : Direction Nationale du Travail, rapport du 1^{er} trimestre 2022

Le graphique 3 nous montre que globalement, le nombre de litiges soumis a diminué. De 362 au quatrième trimestre 2021 il est retombé à 303 au premier trimestre 2022, soit une diminution de 16,3%. Cette diminution concerne principalement les litiges transmis au tribunal, qui sont passés de 174 à 96 litiges entre le quatrième trimestre 2021 et le premier trimestre 2022 ; mais par contre le nombre de litiges réglés en conciliation a augmenté de 12,7%.



Graphique 3: Evolution des litiges individuels entre le 4^e trimestre 2021 et 1^{er} trimestre 2022

Source : Direction Nationale du Travail, rapports d'activités des 4^e trimestre 2021 et 1^{er} trimestre 2022

3. Analyse de quelques indicateurs économiques

L'analyse de quelques indicateurs économiques aborde l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) et les nouvelles créations d'entreprises.

3.1 Indice harmonisé des prix à la consommation

Rappelons que l'indice harmonisé des prix à la consommation sert au calcul du taux d'inflation. Le taux est utilisé dans l'indexation des salaires, du SMIG, des loyers, pension des retraites, etc. En outre, il peut servir d'arguments dans les négociations sur le marché de l'emploi entre employeurs et employés dans le cadre du maintien de leur pouvoir d'achat.

Au premier trimestre 2022, l'indice national a augmenté de 1,0% par rapport au trimestre précédent. En glissement trimestriel (par rapport au même trimestre de l'année précédente), la hausse de l'Indice a été de 8,2%.

Cette augmentation de l'indice par rapport au premier trimestre 2021 est due en grande partie aux fonctions suivantes :

- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (11,0%)
- Enseignement (9,2%)
- Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (5,1%)

- Loisirs et Culture (4,4%)
- Santé (4,0%)

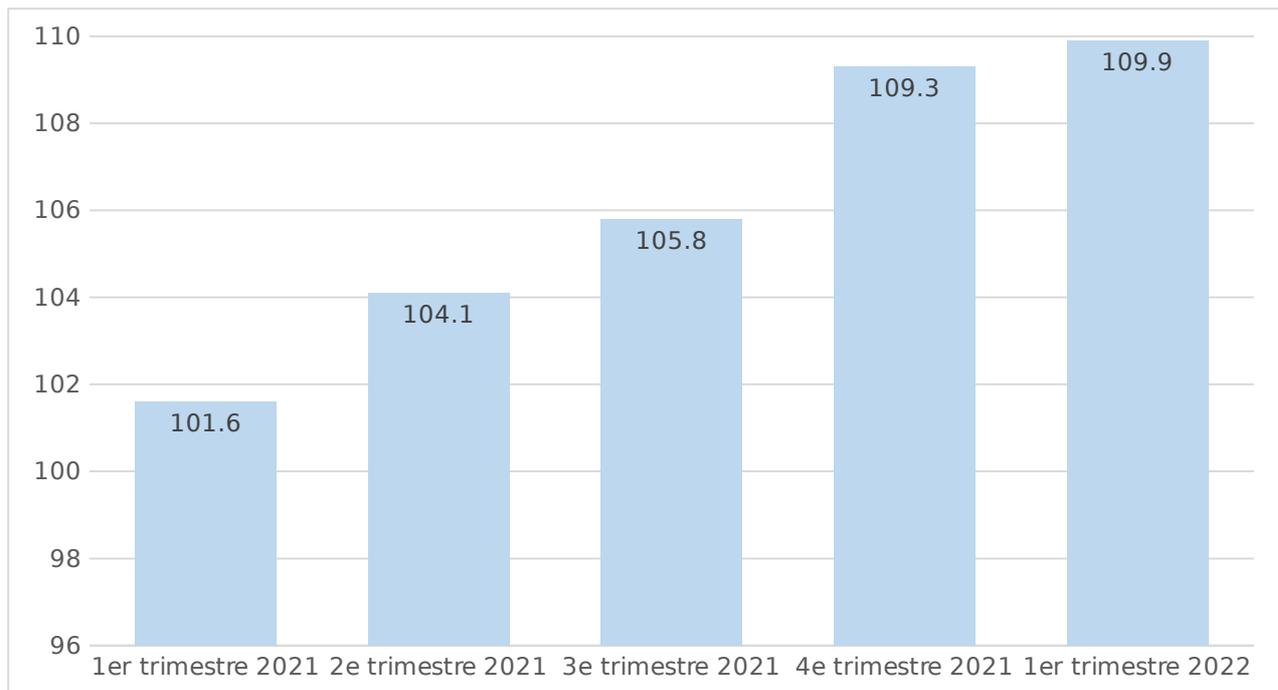
L'indice de la communication baisse trimestriellement (0,7%) et annuellement (3,0%).

Tableau 14: Variation du taux d'inflation au 1^{er} trimestre de 2021 et 2022

Indicateurs IHPC		1 ^{er} Trimestre 2021	4 ^{ème} trimestre 2021	1 ^{er} trimestre 2022	Variation trimestrielle	Variation annuelle
INDICE GLOBAL	10 000	101,6	108,8	109,9	1,0	8,2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5 847	101,2	110,4	112,4	1,8	11,0
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	78	105,6	104,6	109,1	4,4	3,3
Articles d'habillement et chaussures	557	106,3	107,7	109,5	1,7	3,0
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	951	104,8	118,6	110,1	-7,1	5,1
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	362	108,8	111,5	112,2	0,7	3,1
Santé	307	119,2	122	123,9	1,6	4,0
Transports	879	94,8	97	98,4	1,4	3,8
Communication	487	83,8	81,9	81,3	-0,7	-3,0
Loisirs et culture	151	125,7	139	131,2	-5,6	4,4
Enseignement	65	108,1	115	118,1	2,7	9,2
Restaurants et Hôtels	60	103,7	102,6	104,2	1,6	0,5
Biens et services divers	256	112,9	112,1	115,7	3,1	2,4

Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

Le graphique 4 nous donne l'évolution trimestrielle de l'IHPC du 1^{er} trimestre 2021 au 1^{er} trimestre 2022 sur la base de 2014. Pour une première vue du graphique, l'IHPC a augmenté durant ces cinq trimestres. En s'intéressant à l'évolution inter-trimestrielle, nous constatons que cet indice a plus augmenté entre le 1^{er} et 2^e trimestre 2021 et entre le 3^e et 4^e trimestre 2021.

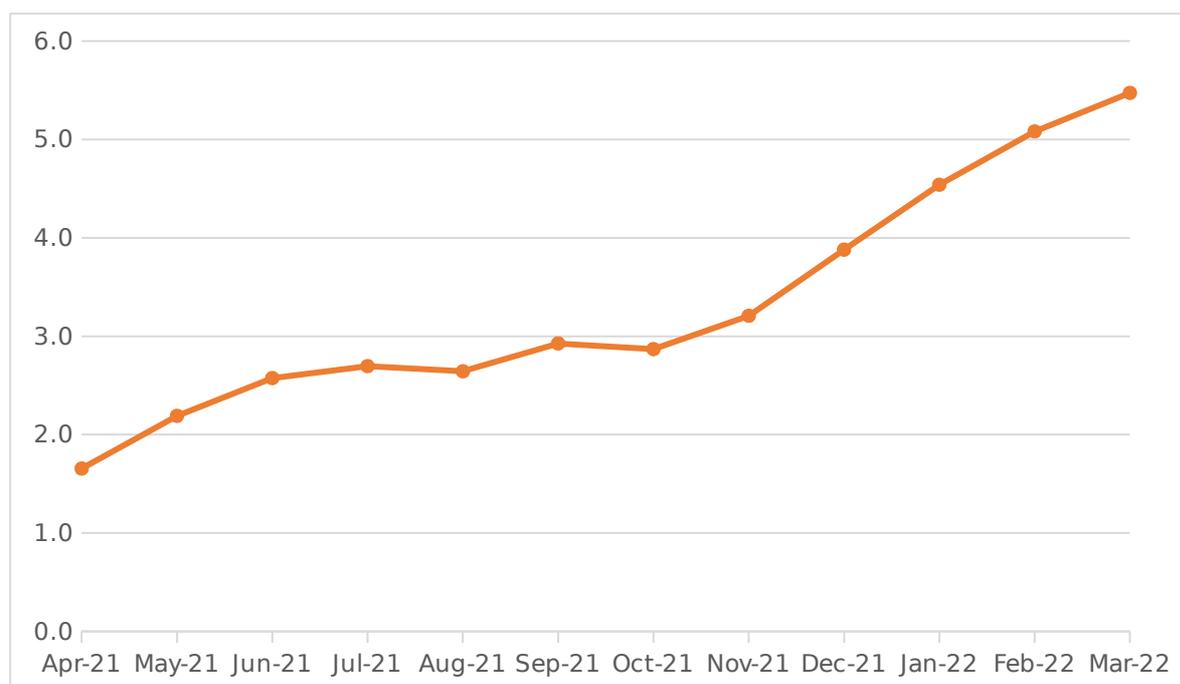


Graphique 4: Évolution des indices trimestriels du 1^{er} trimestre 2021 au 1^{er} trimestre 2022

Source : *Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT*

Rappelons que le taux d'inflation annuel moyen, mesure la variation de l'indice des 12 premiers mois par rapport aux 12 mois précédents. Il joue le rôle d'indicateur de convergence dans les huit (8) États membres de l'UEMOA.

Le graphique suivant nous renseigne que le niveau de l'indicateur de convergence (l'inflation annuelle moyenne) au Mali a connu une progression durant ces douze derniers mois et cela depuis l'année 2008 suite à la crise financière. En effet, il est passé de (1,7%) en avril 2021 à (5,5%) au mois de mars 2022 nettement supérieur à la norme communautaire (3%) de l'UEMOA. Ainsi au Mali l'inflation est rampante.



Graphique 5: Taux d'inflation mensuel moyen d'avril 2021 à mars 2022

Source : INSTAT/ IHPC base 2014

3.2. Nouvelles créations d'entreprises

Au premier trimestre 2022, il y a eu plus de création d'entreprises qu'au quatrième trimestre 2021 ; 4 014 contre 4001 entreprises soit un écart de (13 ; 0,3%). Cela s'explique par l'amélioration du climat socio-sécuritaire que vit le pays en cette période. Cet état de fait a contribué à la création de façon significative des branches d'activités telles que le commerce général.

Au regard du tableau 15, et comme toujours, les investisseurs semblent être attirés toujours vers les branches « commerce général » et « prestation de service » qui occupent près de 96% des créations. En effet, au cours de ce trimestre, plus de 9 nouvelles entreprises sur dix ont été créées dans l'une ou l'autre de ces branches. Un peu plus de 54% des entreprises ont été créés dans la branche d'activités « commerce général » pendant que un peu plus 2/5 soit (41,7%) se trouve au niveau des entreprises prestataires de services. Cette fois-ci la branche d'activités fabrication a créé un emploi au cours du trimestre.

Tableau 15: Répartition des nouvelles entreprises créées selon la branche d'activités et par trimestre

Branche d'activités	4 ^{ème} trimestre 2021	1 ^{er} trimestre 2022
Activités à caractère collectif ou personnel	0	0
Activités connexes à l'intermédiation financière	2	1
Activités de fabrication	0	1
Activités de loisirs, culturelles et sportives	0	2
Activités de transports connexes et auxiliaires ; agences de voyage	13	2
Activités d'administration publique	0	0
Activités extractives, minière	0	2

Activités immobilières	27	41
Agriculture, chasse et activités de service connexes	13	8
Assainissement, Ramassage d'ordures	12	6
Assistance sociale et santé	1	0
Autres activités commerciales	7	1
Commerce, Commerce général	2 067	2 173
Communication	3	1
Construction, BTP, Travaux d'ingénierie	93	25
Education, Formation, Recherche	12	6
Enseignement	13	16
Extraction de pétrole brut et de gaz ; act. de service conn. à l'extraction	0	0
Décharge des déchets et assainissement des eaux usées, activ.Similaires	1	0
Fabrication d'autres équipements de transport	0	2
Gardiennage, sécurité	9	9
Hôtels et restaurants	12	17
Location de machines	0	0
Pêche, pisciculture, aquaculture, abatage et activités connexes	1	0
Prestations de services	1 687	1 672
Recherche et Exploitation Minière	14	12
Santé et action sociale	7	13
Transports terrestres ; transports par pipelines	2	1
Transports, activités des auxiliaires de transport et communications	0	3
Vente au détail, ex. véhicule, motorcycle, réparation de biens personnels.	5	0
Vente en gros ou sur commission, ex. véhicules motorisés et motocyclettes	0	0
Total	4 001	4 014

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'API

Conclusion

Ce Bulletin du premier trimestre 2022 a permis d'apercevoir une vue d'ensemble de la situation du marché du travail, en livrant non seulement les statistiques sur les créations d'emplois mais aussi d'autres indicateurs qui influent d'une manière ou d'une autre sur le marché du travail malien.

Le marché du travail malien est marqué au premier trimestre 2022 par rapport au quatrième trimestre 2021 par :

- une augmentation du nombre d'emplois créés (surtout pour le secteur public);
- une diminution des pertes d'emplois ;
- une diminution des litiges individuels du travail ;
- une augmentation globale des prix (IHPC) ;

- une légère augmentation du nombre des nouvelles créations d'entreprises.